



La fusion entre l'homme et la technologie, image extraite de la série « Human+ », de Thomas Victor. THOMAS VICTOR/FOCUS/COSMOS

La résistible ascension du transhumanisme

Quelques décennies ont suffi pour que le fantasme d'une nouvelle société peuplée d'individus génétiquement et cérébralement « augmentés » devienne un projet politique

MARION ROUSSET

Il ne se passe pas un jour, ou presque, sans que le transhumanisme ne fasse parler de ses obsessions. Ouvrages, colloques, articles de presse et émissions de télévision se succèdent à une cadence soutenue, mais le débat reste le plus souvent confisqué par des experts qui évoquent des innovations techniques en les passant au crible de jugements éthiques. Faut-il créer des bébés génétiquement modifiés plus résistants à certains virus ? Se faire implanter des puces dans le cerveau pour booster nos capacités intellectuelles ? Concevoir des prothèses pour réussir à voir dans l'obscurité ? Comment vivre plus longtemps, en meilleure santé et plus intelligents ? « Ces discussions technocratiques sont l'arbre qui cache la forêt », affirme Klaus-Gerd Giesen, professeur de science politique à l'université Clermont-Auvergne. Elles détournent l'attention du grand projet transhumaniste, rarement abordé en tant que tel, qui envisage la création d'une nouvelle société peuplée d'individus génétiquement et cérébralement « augmentés ».

Ce rêve n'est déjà plus une lubie : un fourmillement d'associations a écloso à la veille des années 2000 et plusieurs partis transhumanistes font aujourd'hui une timide percée en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Autriche, en Australie, au Canada, en Corée du Sud ou en Pologne. Aux États-Unis, l'ancien candidat du Transhumanist Party, Zoltan Istvan, a terminé à la cinquième place lors de l'élection présidentielle de 2016. Il aura donc suffi de quelques décennies pour que le fantasme inoffensif d'une poignée d'artistes et d'auteurs de science-fiction qui rêvaient de s'affranchir des lois de la biologie parvienne au stade de grand projet politique : au début des années 1990, le transhumanisme était en effet un mouvement de pensée confidentiel, importé au sein de l'université par des philosophes tels que le Suédois Nick Bostrom et les Anglo-Saxons David Pearce, Richard Dawkins et James Hughes.

Aujourd'hui, l'irrésistible ascension du transhumanisme rebat les cartes. « Pendant vingt ans, on a pu penser qu'il s'agissait d'un mouvement extrêmement marginal, animé par une

poignée d'"illuminés", souligne le politiste Klaus-Gerd Giesen. Mais, ces derniers temps, il s'est considérablement politisé et renforcé. Des partis politiques voués à peser sur les processus décisionnels et les imaginaires politiques ont été fondés, des universités, des fondations, des instituts privés ainsi que de nombreuses associations de la société civile entièrement consacrées à sa cause ont été créés. Le transhumanisme est désormais l'idéologie dominante de la quatrième révolution industrielle. »

Premier atout – et de poids – de ce mouvement : le soutien actif d'entreprises très puissantes, mais aussi d'appareils d'Etat comme les armées chinoise et américaine, qui sont intéressées par la possibilité de transformer leurs soldats en combattants infatigables. Les milliardaires ne se contentent pas de développer la recherche, tel Jeff Bezos, le PDG d'Amazon, qui finance une start-up chargée de créer des médicaments susceptibles de lutter contre le développement des cellules âgées, dites sénescences : ils investissent aussi des moyens considérables dans le lobbying politique, à l'image de l'entrepreneur Elon Musk, du cofondateur de PayPal Peter Thiel, ou encore de Peter Diamandis, président de l'université de la Singularité, qui se servent notamment de leurs fondations privées.

« LE JEU POLITIQUE N'EST PAS ÉGAL »

L'amélioration de l'être humain constitue en effet un marché qu'ils ont tout intérêt à encourager pour des raisons économiques, mais aussi politiques : selon Nicolas Le Dévédec, sociologue à l'université de Montréal, ils sont naturellement en phase avec le projet du transhumanisme. « A aucun moment les transhumanistes, y compris ceux de la branche dite sociale et progressiste du mouvement, ne remettent en question le modèle capitaliste contemporain et ses valeurs centrales de productivité, de performance et de croissance. Au contraire, ils proposent de nous y accommoder biomédicalement. Il ne s'agit plus de changer politiquement le monde, mais de s'y adapter techniquement. » Face au rouleau compresseur que représentent les Gafam américaines [Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft] et les géants du Web chinois [Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi], les sceptiques n'ont qu'à bien se tenir. « Quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, ils ne disposent tout simplement pas des mêmes moyens. Le jeu politique n'est pas égal », ajoute Klaus-Gerd Giesen.

Le second atout de ce mouvement est d'ordre stratégique. Pour ne pas effrayer leurs adversaires, les politiques transhumanistes avancent masquées. Les militants évitent d'évoquer leur projet de société : ils préfèrent fractionner le débat en de multiples problèmes qui trouvent toujours une solution technologique. Le réchauffement climatique menace la planète ?

Les transhumanistes d'Oxford proposent de rendre l'espèce humaine moins nocive pour l'environnement. L'élevage de bétail produit du gaz à effet de serre ? Il suffit de rendre les femmes et les hommes intolérants à la viande. L'empreinte écologique est proportionnelle à la taille ? Pourquoi ne pas sélectionner des embryons dont les gènes prédisent une petite taille, modifier les taux d'hormone de croissance chez les enfants ou réduire le poids des nourrissons au moyen de drogues.

Pour diffuser leurs idées, certains transhumanistes exercent des formes plus ou moins conscientes d'entrisme – une pratique qui est « sans doute empruntée aux mouvements trotskistes », affirme Klaus-Gerd Giesen. L'actuel porte-parole de l'Association transhumaniste française Technoprog, Didier Cœurnel, milite ainsi au sein du parti écologique belge Ecolo et du parti vert flamand Groen. Quant à Zoltan Istvan, l'ancien candidat du Transhumanist Party, il s'est présenté en juin 2018 au poste de gouverneur de Californie sous les couleurs du Libertarian Part.

Leur idéologie infuse donc à bas bruit, tant et si bien que « de nombreux acteurs politiques ne prennent pas la mesure de la menace, à commencer par les syndicats », selon Klaus-Gerd Giesen. « Pourtant, le travail sera sans doute bientôt le théâtre d'une lutte pour ou contre la fusion du travailleur avec le système productif, notamment avec des puces sous-cutanées implantées sur des salariés. »

L'intérêt des sciences sociales pour la dimension politique du transhumanisme est encore peu développé. « Cette indifférence est notamment due à l'hégémonie de la philosophie bioéthique et libérale, qui centre les questions sur des enjeux pragmatiques et utilitaristes, particulièrement dans le monde anglophone », affirme le sociologue Nicolas Le Dévédec. Qu'il s'agisse de l'intelligence artificielle ou de l'utilisation de psychotropes pour doper ses capacités de concentration, cette philosophie se focalise sur le respect des droits et des libertés individuelles, sur l'égalité d'accès aux technologies d'amélioration ou sur leur sécurité en termes de santé, plus que sur les enjeux proprement politiques d'une idéologie qui consiste à vouloir « augmenter » l'être humain.

Les chercheurs français n'étudient pas davantage cet aspect politique. « Le cœur du débat au sein de l'université porte encore sur les questions morales autour du bien et du mal », ajoute Benjamin Bourcier, postdoctorant en philosophie politique à l'Université catholique de Lille et membre du laboratoire Ethics. Il coordonne un numéro de la revue *Raisons politiques* consacré aux théories politiques du transhumanisme à paraître cette année. « Ce sera le premier ouvrage du genre en français », souligne-t-il. Peut-être les prémices d'une prise de conscience ? ♦

RÉSONANCES

PAR CLAIRE JUDE DE LARIVIÈRE, HISTORIENNE

L'HISTORIEN NE CONNAÎT PAS LA FIN DE L'HISTOIRE

L'ignorance du passé ne se borne pas à nuire à la connaissance du présent, elle compromet, dans le présent, l'action même », écrivait

l'historien Marc Bloch (1886-1944) dans un texte célèbre, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien* (Armand Colin, réédité en 2018), devenu l'un des ouvrages fondateurs de la discipline. L'essai, rédigé pendant la seconde guerre mondiale, allait demeurer inachevé, le médiéviste mourant fusillé en juin 1944 par les nazis après avoir rejoint la Résistance. Considéré comme un véritable testament intellectuel, ce texte interroge les méthodes de l'histoire, mais aussi son rôle, cherchant ainsi à répondre à une question qui prenait tout son sens pendant la guerre et l'Occupation : « A quoi sert l'histoire ? »

La place grandissante que la discipline occupe aujourd'hui dans l'espace public révèle combien reste pertinente une telle interrogation. Face à la difficulté d'interprétation du mouvement des « gilets jaunes », les historiens et commentateurs ne cessent, depuis plusieurs semaines, de mettre en perspective les événements actuels avec les jacqueries médiévales, les révoltes populaires ou les crises antifiscales de l'Ancien Régime, la Révolution française, voire Mai 68. Mais c'est aussi l'histoire de la couleur jaune ou celle de l'aversion envers les pauvres à partir de la fin du Moyen Âge dont il est question, et à présent les cahiers de doléances que l'on évoque en écho au grand débat national proposé par le gouvernement.

PRISES DE PAROLE

Convoquer l'histoire pour éclairer le présent n'est pas chose nouvelle, mais les prises de parole des universitaires semblent plus nombreuses que jamais. Il n'est pas de commémoration sans la présence de conseillers historiques sur les plateaux télévisés, pas de discours politique faisant référence à l'histoire qui ne soit l'objet d'une analyse fine par les tenants de la discipline, et l'essor des réseaux sociaux a permis la multiplication des interventions plus ponctuelles sur la dimension historique de tel ou tel phénomène contemporain. Cette colonne même nous invite chaque semaine à « résonner » avec l'actualité dans une perspective historique. Dès lors, l'expertise historique n'est plus réservée aux spécialistes du XX^e siècle, comme cela a longtemps été le cas, mais s'étend à toutes les périodes, de l'époque antique, durant laquelle a été « inventée » la démocratie, au XVI^e siècle, âge de la première mondialisation, en passant par l'incubateur politique qu'a été le Moyen Âge.

Ces interventions sont aussi variées dans leurs formes que dans leurs intentions, et ne se limitent pas à réinscrire le présent dans une généalogie longue, en pointant similarités et différences. Car, au-delà de la mise en garde contre les anachronismes ou l'illusion du caractère inédit de ce que nous vivons, certains historiens invitent à la vigilance dans les usages et les références au passé, en particulier lorsqu'ils servent des fins politiques. D'autres s'intéressent aux réminiscences, réemplois et résurgences pour comprendre ce dont nous héritons et comment nous le transformons. Pour d'autres encore, ce qui importe est d'interroger la complexité des phénomènes que nous traversons, en refusant les fausses évidences et les vaines certitudes : l'histoire nous apprend que les raccourcis sont bien souvent des impasses.

L'abandon des grands récits a beau être critiqué par certains, c'est bien la condition d'intelligibilité d'un passé, toujours plus sinueux et incertain qu'on le voudrait, plein des expérimentations qui ont échoué et des possibles non advenus, qui prouve qu'il n'y a pas de déterminisme en histoire. Les innombrables comparaisons proposées ces dernières semaines ont surtout montré que les épreuves du passé sont un formidable réservoir de références, où chacun puise finalement ce qu'il projette – avec espoir ou préoccupation – dans l'avenir. Mais pas plus que les autres l'historien ne connaît la fin de l'histoire. Il sait seulement que la compréhension du présent ne peut se faire sans celle du passé, et que c'est la condition nécessaire pour imaginer nos histoires à venir. ♦

CLAIRE JUDE DE LARIVIÈRE

Historienne (université de Toulouse) spécialiste du Moyen Âge et de la Renaissance.